

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ras-le-bol de l'injustice fiscale

!

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 26 septembre 2013

Démocratie & Socialisme

« *L'essentiel, c'est la croissance et l'emploi* », a réaffirmé François Hollande dans son dernier entretien télévisé. Pourtant on peut se demander si la voie choisie par la gauche au gouvernement ne tourne pas le dos, dans les faits, à cet « essentiel ».

Pour 2014, le gouvernement s'obstine à une nouvelle compression des dépenses publiques. **Moins de dépenses publiques, c'est moins de services publics pour ceux qui en ont le plus besoin**, c'est moins d'aides de l'État aux collectivités locales qui sont pourtant en première ligne, c'est moins d'investissements publics... et donc une croissance qui peine toujours à redémarrer.

Pierre Moscovici a de plus en plus de mal à justifier les choix faits depuis deux ans. Après avoir donné la priorité aux aides aux entreprises, comment faire face à la grogne des citoyens aux revenus modestes qui ont vu leurs impôts augmenter en 2013 au moment où les 500 plus riches français ont bénéficié d'une hausse de 25 % de leur fortune en un an ? **Non, il n'y a pas de ras-le-bol fiscal, idée que les libéraux veulent imposer. Mais il y a un sentiment d'injustice ! Oui, il est possible d'augmenter les impôts des plus riches, c'est ce que l'on attend de la gauche.** Oui, il faut revenir à un impôt sur le revenu (IRPP) très progressif !

On entend peu le patronat se plaindre actuellement.

Il est vrai que le patronat a été (trop) bien servi ! C'est tout d'abord le Crédit impôt compétitivité emploi (CICE) : sans aucune contrepartie, sans aucune condition, la masse salariale des entreprises va baisser de 4 % que les contribuables vont payer par une hausse de l'impôt indirect le plus injuste qui soit : la TVA ! Quant aux impôts directs, si l'impôt sur les revenus des particuliers est au centre du débat médiatique, on parle peu de l'impôt sur les sociétés. Et pourtant, **c'est là qu'il y a le plus de niches fiscales : plus de 100 milliards d'euros annuels. Les recettes publiques subissent de plein fouet le moins-disant fiscal européen**, ce qui permet aux grands groupes de maintenir la rémunération des actionnaires à un haut niveau : les entreprises investissent peu mais servent toujours grasement leurs actionnaires.

Une courbe du chômage en France réellement inversée ?

On ne peut que souhaiter l'inversion de la courbe du chômage d'ici la fin 2013. Mais il faut être lucide : si c'est le cas, cela sera dû pour l'essentiel à la relance des emplois aidés, ainsi qu'au découragement de certains chômeurs et à leur radiation des listes de Pôle Emploi. En effet, le recul de l'emploi dans le secteur marchand se poursuit malheureusement (34 600 emplois de moins au 2e trimestre). **Pour que l'économie européenne connaisse une vraie reprise, il faudrait remettre en cause les politiques budgétaires trop restrictives mises en oeuvre.** Le choix du gouvernement français de tenir coûte que coûte ses engagements de réduction rapide des déficits (même si la Commission européenne a dû lâcher un peu de lest face à la réalité) est une erreur. Ce choix empêche une vraie reprise, mais n'empêche pas qu'augmente l'endettement global du pays, faute de croissance.

S'attaquer au coût du capital, soutenir la consommation populaire

Plutôt que de s'attaquer au « coût du travail », il serait grand temps de se préoccuper du coût élevé du Capital, notamment en s'attaquant aux dividendes versés aux actionnaires. Et pour relancer l'économie et donc l'emploi, il faudrait **un grand plan de relance** avec des programmes d'investissements publics et un soutien affirmé à la consommation populaire. **Il n'est pas acceptable que la gauche au gouvernement continue à faire la sourde oreille à la question du pouvoir d'achat et des salaires !**